

Monsieur le Président,

Permettez-moi d'abord de vous dire que le Canada est heureux que vous ayez été choisi pour présider cette réunion ministérielle - la plus importante de toute l'histoire du GATT. Nous aimerions que vous transmettiez nos remerciements au président et aux gens qui nous ont reçus chaleureusement et qui nous ont aidés avec empressement à accomplir nos travaux.

Les parties contractantes ne se réunissent pas souvent à l'échelon ministériel. C'est la première fois qu'une réunion se tient dans un pays en développement. Le nouveau round de négociations commerciales nous fera progresser jusqu'aux années 90 et entrer dans le XXIème siècle. Il convient que nous commençons à définir ici les règles de la croissance dont nous avons tous besoin, et qui porte en elle les germes de la justice sociale. Je salue et j'appuie la suggestion du ministre du Japon, M. Kuranari, voulant que nous le baptisions le round uruguayen.

Monsieur le Président,

Nous avons des tâches importantes à accomplir et nous disposons de peu de temps cette semaine pour les mener à bien. Avant de partir, nous devons donner un franc départ à un nouveau round de négociations commerciales multilatérales qui soit global et ambitieux.

Nous devons tirer les leçons de l'histoire. Les quatre décennies qui ont précédé l'accord général ont été une période d'agitation: nous avons érigé des barrières, sombré dans la crise de 1929 puis engagé les hostilités. La force des événements et l'inspiration politique se sont alors alliées pour permettre au monde de s'épanouir. Nous avons tous tiré profit de la création des Nations Unies, des institutions mises en place à la suite des accords de Bretton Woods et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Il en est résulté entre autres une augmentation spectaculaire des échanges internationaux et des perspectives humaines.

Au cours des quarante années qui ont suivi cette explosion de créativité et cette manifestation de confiance, nous avons compromis ces réalisations en les tenant pour acquises. Les pays qui ont ouvert la voie il y a quarante ans, en mettant de côté leurs intérêts étroits, prennent régulièrement aujourd'hui des mesures commerciales protectionnistes qui échappent aux règles du GATT. Les règles tracent la voie, mais les gouvernements choisissent une autre direction. Cela est vrai pour chacun d'entre nous.